

L'EUROPE PRODUCTIVE POSER LES TERMES DU DÉBAT

Lionel Nesta¹

OFCE Sciences Po, GREDEG Université Côte d'Azur

La question du décrochage productif européen s'est imposée avec une force nouvelle dans le débat public au cours des derniers mois. Certes, plusieurs travaux avaient déjà attiré l'attention sur l'affaiblissement relatif de l'économie européenne (e.g. Gallois, 2012). Mais plus récemment, le rapport Draghi (Draghi, 2024) a donné à cette inquiétude une portée politique et institutionnelle inédite en soulignant le déficit d'investissement et les fragilités de compétitivité de l'Union européenne. Dans le même temps, des contributions plus analytiques sont venues documenter ce diagnostic. Les *Policy brief* de l'OFCE (Bock et al. 2024 ; 2025b) mettent ainsi en évidence l'élargissement de l'écart de PIB par habitant entre la zone euro et les États-Unis, tandis que les travaux de Bergeaud (2024) ont montré, dans une perspective de plus longue période, la divergence des trajectoires de productivité. Mais ce qui était jusque-là surtout porté par des rapports et des travaux spécialisés est désormais devenu un objet de discussion de premier plan.

Cette publicisation du débat économique a un mérite essentiel : elle a replacé au centre du débat public la question de la performance productive européenne. Elle a aussi sa limite. En opposant parfois de

1. Les auteurs du numéro spécial se joignent à moi pour remercier l'éditeur de la *Revue de l'OFCE*, Vincent Touzé, pour ses relectures attentives et le soutien enthousiaste qu'il a apporté à ce projet. Nous remercions également l'ensemble des relecteurs pour leurs commentaires et suggestions sur les versions antérieures des contributions. Nous tenons aussi à exprimer notre gratitude à Claudine Gégou et Najette Moumimi pour leur aide précieuse, leur patience et leur accompagnement dans la préparation finale du numéro spécial. Les erreurs et omissions éventuelles relèvent de la seule responsabilité des auteurs.

manière trop tranchée ceux qui relativisent le diagnostic (Zucman, 2025 ; Krugman, 2026) et ceux qui en soulignent au contraire la gravité (Aghion *et al.*, 2026 ; Bourguignon, 2025 ; Nesta et Ragot, 2026), elle tend à rester à la surface du problème. Car l'enjeu n'est pas seulement de savoir si, oui ou non, l'Europe décroche. Il est surtout de comprendre quelles sont les forces et les faiblesses de l'économie européenne, en matière de compétitivité, de spécialisation productive, de dépendance aux ressources critiques, de capacité d'innovation, et plus largement d'aptitude à affronter les grandes transformations contemporaines.

C'est à l'analyse des mécanismes profonds de la trajectoire européenne, qualifiée ou non de décrochage, que ce numéro spécial est consacré. Ce faisant, il rassemble des contributions d'origines diverses. Les trois premiers articles constituent une actualisation du rapport de l'OFCE sur le tissu productif européen et sont issus des travaux conduits au sein du Département de recherche sur l'innovation et la concurrence (Bock *et al.*, 2025a). Les articles suivants relèvent, quant à eux, de contributions sur des questions plus spécifiques, relatives notamment aux matériaux critiques, aux mutations profondes des structures industrielles ou encore aux politiques industrielles à mettre en œuvre, en mobilisant des méthodologies variées, des sources de données plus ciblées et des problématiques qui dépassent le cadre d'un rapport de synthèse.

La contribution d'Elewa *et al.* (2026) pose le diagnostic d'ensemble du numéro. Sa question est moins de savoir si l'Europe a décroché que de préciser ce que recouvre exactement ce décrochage et par quels grands canaux macroéconomiques il se manifeste. Dans cette perspective, l'article se présente comme un exercice de diagnostic liminaire : il documente d'abord l'élargissement de l'écart de PIB par habitant entre la zone euro et les États-Unis depuis le début des années 2000, en propose une décomposition comptable, puis examine deux dimensions centrales de la trajectoire productive européenne, l'investissement privé et le commerce extérieur. Il en ressort un résultat central : le décrochage européen s'explique d'abord par la faiblesse relative des gains de productivité, plutôt que par un déficit de travail croissant vis-à-vis des États-Unis. À ce premier noyau explicatif s'ajoutent un sous-investissement privé qui fait écho aux propos de Draghi (2024), particulièrement marqué dans les actifs immatériels (Bock *et al.*, 2024), ainsi qu'une dégradation des performances commerciales dans plusieurs grandes économies européennes. Finalement, le message de l'article est ainsi clair : le problème européen est avant tout un problème d'efficacité productive.

Dans le deuxième article (Bock *et al.*, 2026), la question n'est plus de constater le décrochage productif, mais d'en identifier la géographie sectorielle et, surtout, de savoir si celui-ci peut réellement être imputé à la seule désindustrialisation. En fait, l'article montre clairement que tel n'est pas le cas : si le recul du poids du manufacturier est bien un phénomène massif, il est commun à l'Europe et aux États-Unis et ne suffit donc pas, à lui seul, à rendre compte de la divergence observée. En se concentrant sur le cas français, nous observons que le décrochage productif s'explique d'abord par des écarts de performance intra-sectoriels, concentrés dans quelques secteurs clés, au premier chef l'information et la communication, l'industrie manufacturière et le commerce-réparation automobile. Dans ces quelques secteurs, la France cumule un moindre dynamisme de la productivité globale des facteurs et une accumulation plus faible de capital, en particulier dans les actifs TIC et immatériels. À cela s'ajoutent des fragilités plus structurelles du tissu productif, notamment le poids élevé des microentreprises et la faiblesse relative du segment des entreprises de taille intermédiaire, pourtant mieux placées pour bénéficier de gains d'échelle latents. Le message central du chapitre est donc clair : le problème n'est pas tant le recul de l'industrie en lui-même que l'incapacité à faire des grandes mutations contemporaines, numérique, énergétique et environnementale, un levier durable de croissance et de productivité.

La troisième contribution de Salies *et al.* (2026) déplace l'analyse du terrain sectoriel vers celui des formes de compétitivité. Sa question centrale est la suivante : le retard européen tient-il seulement à un déficit de compétitivité hors prix, ou à une dégradation de la compétitivité-prix ? L'article montre en fait que l'Europe a su préserver sa compétitivité-prix, grâce à une moindre progression des coûts salariaux et à des efforts de marge importants, qui ont permis de contenir davantage les prix de production que dans le cas américain. Du côté de la compétitivité hors prix, le retard européen apparaît alors particulièrement marqué dans la recherche et développement (R&D), l'innovation et les technologies stratégiques, où l'Union européenne reste distancée par les États-Unis et, de plus en plus, par la Chine. L'Europe, quant à elle, demeure davantage spécialisée dans des technologies plus matures et moins porteuses de ruptures. Aussi posons-nous le diagnostic suivant : ce n'est pas une dégradation de la compétitivité-coût qui handicape aujourd'hui l'Europe (celle-ci s'est même améliorée sur la période du décrochage) mais les limites d'une stratégie de modération des coûts qui, à force de contenir les prix, a pu entraver la

montée en gamme et peser sur la compétitivité hors coût. Poursuivre cette voie sans tenir compte de cette seconde dimension pourrait nuire plus encore à la compétitivité européenne.

Viennent ensuite des contributions plus spécifiques, toutes explorant des dimensions particulières à partir de méthodologies et de sources plus hétérogènes. Le quatrième article (Gaffard et Napoletano, 2026) pose une question de politique économique plus fondamentale : comment répondre au ralentissement productif européen sans tomber ni dans l'illusion d'un simple retour de l'État stratège, ni dans celle d'un marché laissé à lui-même ? L'article montre que la nouvelle industrialisation requise par les transitions numérique et écologique ne peut être réduite au seul redressement du secteur manufacturier. Elle suppose une transformation plus large de l'économie et, surtout, une coordination durable entre une pluralité d'acteurs, État, entreprises, investisseurs, territoires, partenaires sociaux, engagés dans un même processus d'apprentissage et d'accumulation de capacités productives. Ce qui en ressort est qu'une politique industrielle efficace ne peut être ni purement verticale ni purement horizontale : elle doit reposer sur une gouvernance *polycentrique*, fondée sur des formes d'*autonomie imbriquée*, capable d'articuler innovation, financement, marché du travail, concurrence et commerce à l'échelle européenne. Le message central de l'article est le suivant : face aux grandes mutations contemporaines, la question n'est pas seulement d'investir davantage, mais d'organiser l'action collective de manière à faire émerger de véritables écosystèmes industriels, seuls capables de transformer ces mutations en croissance, en emplois de qualité et en souveraineté technologique. Plus qu'une simple clé d'entrée vers une nouvelle industrialisation, l'investissement y apparaît comme l'expression même d'une coordination effective entre une pluralité d'acteurs. C'est cette coordination que toute politique industrielle doit avoir pour objectif de soutenir.

Le cinquième article de Grassi (2026) replace les fragilités contemporaines de l'économie européenne dans une perspective de longue durée, en s'interrogeant sur la manière dont la structure productive française s'est reconfigurée depuis l'après-guerre. En mobilisant les tableaux entrées-sorties de l'INSEE sur la période 1949-2021 et des outils issus de la théorie des réseaux, l'article montre que le raccourcissement des chaînes de valeur ne s'est pas seulement traduit par un recul relatif de l'industrie au profit des services : il a aussi rapproché une partie croissante des activités productives de la demande finale. Autrement dit, le tissu productif s'est progressivement déplacé d'un cœur industriel

long et dense vers une architecture plus courte, plus tertiarisée, dans laquelle les branches industrielles situées en amont pèsent moins qu'autrefois, tandis que les services intermédiaires occupent une place de plus en plus structurante. L'article suggère ainsi que les politiques industrielles fondées sur l'idée que l'industrie exerce mécaniquement un fort effet catalyseur sur l'ensemble de l'économie doivent être réexaminées. Dans une économie où les interconnexions productives se sont déplacées vers des activités plus proches de la demande finale, les effets de diffusion associés au soutien des filières industrielles amont sont vraisemblablement plus faibles qu'auparavant. En d'autres termes, la politique industrielle ne peut plus présumer, comme hier, de la centralité de l'industrie : elle doit partir d'un réseau productif raccourci, tertiarisé et aux effets induits moins propagateurs.

La question des ressources critiques est abordée par Treibich (2026) à travers une double analyse, l'une agrégée, l'autre micro-fondée, afin de mettre en contraste les vulnérabilités visibles dans les agrégats et celles qui apparaissent au niveau des firmes. À l'échelle macroéconomique, l'Europe, et plus encore la France, ne donne pas nécessairement l'image d'une exposition exceptionnellement forte relativement aux autres grandes zones du monde ; certaines analyses soulignent même une vulnérabilité plutôt modérée des importations françaises, en raison d'une spécialisation plus favorable et des possibilités offertes par le commerce intra-européen. Mais cette lecture agrégée est trompeuse si elle conduit à sous-estimer la nature réelle des dépendances. L'apport central de ce chapitre est précisément de montrer que la vulnérabilité se loge dans la granularité des approvisionnements : les importations de matières premières critiques sont concentrées sur un très petit nombre d'entreprises, de produits et de pays d'origine, alors même que les entreprises concernées occupent un poids considérable en termes de valeur ajoutée et d'emploi. Le message est donc clair : l'Europe n'apparaît pas ici comme un espace uniformément fragile, mais comme un système productif traversé par des vulnérabilités stratégiques concentrées, pour l'essentiel largement invisibles dans les agrégats. Cela appelle moins une fermeture des échanges qu'une politique industrielle combinant cartographie fine des dépendances, identification des acteurs porteurs d'un risque systémique, diversification des approvisionnements, soutien à l'innovation de substitution et au recyclage, et une coordination européenne renforcée.

Le septième et dernier article de Napoletano et Toni (2026) propose, à travers le cas italien, une forme de cas limite des difficultés européennes. La question qu'il pose est la suivante : comment comprendre qu'un pays qui conserve encore une base industrielle importante et orientée vers l'exportation puisse néanmoins s'enfermer durablement dans une trajectoire de faible croissance, de stagnation de la productivité et de dette publique élevée ? L'apport du chapitre est précisément de montrer que le problème italien ne se réduit pas à la seule dette. Celle-ci apparaît plutôt comme le symptôme d'un déséquilibre plus profond, nourri par une spécialisation persistante dans des secteurs traditionnels, un tissu productif dominé par de petites entreprises, une sous-représentation dans les industries stratégiques, la baisse des salaires réels, la sous-utilisation et l'émigration de la main-d'œuvre qualifiée, ainsi que l'aggravation des disparités territoriales et des inégalités. L'Italie apparaît ainsi moins comme une exception que comme l'expression la plus aiguë de fragilités plus largement présentes en Europe. Le message central du chapitre est donc clair : on ne sort pas durablement d'un régime de faible croissance par la seule discipline budgétaire ; seule une stratégie industrielle articulant complémentarité entre l'État et le marché, coordination de long terme entre acteurs et politiques de soutien aux salaires et à la réduction des inégalités peut permettre de reconstruire les capacités productives.

Au total, les difficultés européennes et françaises mises en lumière dans ce numéro spécial sont réelles : ralentissement de la productivité, insuffisances d'investissement, fragilités sectorielles, dépendances critiques, défauts de coordination. Mais les contributions réunies ici invitent aussi à dépasser une lecture exclusivement défensive, réactive et pessimiste de la trajectoire européenne (*e.g.* The White House, 2025). Elles font apparaître, en creux, les conditions d'un redressement possible. L'Europe dispose encore d'atouts considérables : une base productive dense, des capacités scientifiques et technologiques qui demeurent élevées, un tissu institutionnel solide, ainsi qu'une aptitude singulière à articuler transformation économique, cohésion sociale et soutenabilité environnementale. Le message d'ensemble de ce numéro est donc aussi un message d'espoir : à condition de mieux comprendre les mécanismes profonds de sa trajectoire productive, l'Europe peut faire des grandes mutations contemporaines non pas un facteur de déclassement, mais l'opportunité d'un renouveau industriel, technologique et politique.

Références

- Aghion P., A. Bergeaud, G. Cette et X. Jaravel, 2026, « Le décrochage européen est d'abord un problème de productivité », *Le Monde*, 10 janvier, https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/01/10/le-decrochage-europeen-est-d-abord-un-probleme-de-productivite_6661309_3232.html
- Bergeaud A., 2024, « The past, present and future of European productivity », présentation à l'ECB's Forum on Central Banking, Sintra, 3 juillet, https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/sintra/ecb.forumcent-bank/pub2024_Bergeaud_paper.en.pdf
- Bock S., A. Elewa, S. Guillou, M. Napolitano, L. Nesta, E. Salies et T. Treibich, 2024, « Le décrochage européen en question », *OFCE Policy Brief*, n° 128, <https://ofce.sciences-po.fr/pdf/pbrief/2024/OFCEpbrief128.pdf>
- Bock S., A. Elewa, L. Nesta et E. Salies, 2025a, *L'Europe sous contrainte. Des coûts maîtrisés, des gammes entravées*, Paris, OFCE Sciences Po, <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/etudes/2025/RTP-DRIC-2025-OFCE.pdf>
- Bock S., A. Elewa, L. Nesta et E. Salies, 2025b, « L'Europe sous contrainte : des coûts maîtrisés, des gammes entravées », *OFCE Policy Brief*, n° 148, <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/pbrief/2025/OFCEpbrief148.pdf>
- Bock S., A. Elewa, E. Salies, et L. Nesta, 2026, « Désindustrialisation et dynamique de productivité : une analyse sectorielle du décrochage productif transatlantique ? », *Revue de l'OFCE*, n° 193, ce numéro.
- Bourguignon F., 2025, « La réponse de François Bourguignon à Gabriel Zucman : "Le cœur de l'Europe s'appauvrit d'année en année par rapport à l'économie américaine" », *Le Monde*, 23 décembre, https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/12/23/la-reponse-de-francois-bourguignon-a-gabriel-zucman-le-c-ur-de-l-europe-s-appauvrit-d-annee-en-annee-par-rapport-a-l-economie-americaine_6659226_3232.html
- Draghi M., 2024, *The Future of European Competitiveness. Part A : A Competitiveness Strategy for Europe*, Bruxelles, European Commission.
- Elewa A., S. Bock, E. Salies et L. Nesta, 2026, « Le décrochage de la zone euro : productivité, investissement et compétitivité internationale », *Revue de l'OFCE*, n° 193, ce numéro.
- Gaffard J.-L. et M. Napolitano, 2026, « Vers une nouvelle industrialisation : une stratégie polycentrique », *Revue de l'OFCE*, n° 193, ce numéro.
- Gallois L., 2012, *Pacte pour la compétitivité de l'industrie française*, Paris, La Documentation française.
- Grassi B., 2026, « Soixante-dix ans de mutations de la structure productive française : analyse des tableaux entrées-sorties, 1949-2021 », *Revue de l'OFCE*, n° 193, ce numéro.

- Krugman P., 2026, « Les données sur lesquelles repose le prétendu retard européen sont bien plus fragiles qu'on ne l'imagine », *Le Monde*, 11 janvier, https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/01/11/paul-krugman-nobel-d-economie-les-donnees-sur-lesquelles-repose-le-pretendu-retard-europeen-sont-bien-plus-fragiles-qu-on-ne-l-imaginer_6661353_3232.html
- Napoletano M. et F. Toni, 2026, « Le désert des Tartares de la croissance italienne : stratégies pour la relance économique dans une Europe en ralentissement », *Revue de l'OFCE*, n° 193, ce numéro.
- Nesta L. et X. Ragot, 2026, « Le risque pour l'europe est une dépendance accrue vis-à-vis des grandes plateformes étrangères », *Le Monde*, 21 janvier, https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/01/21/technologies-le-risque-pour-l-europe-est-une-dependance-accrue-vis-a-vis-des-grandes-plateformes-etrangees_6663530_3232.html
- Salies E., S. Bock, A. Elewa et L. Nesta, 2026, « Compétitivité européenne : un état des lieux », *Revue de l'OFCE*, n° 193, ce numéro.
- The White House, 2025, *National Security Strategy of the United States of America*, Washington D.C., Executive Office of the President of the United States, <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2025/12/2025-National-Security-Strategy.pdf>
- Treibich T., 2026, « Les ressources critiques : enjeux microéconomiques et implications macroéconomiques », *Revue de l'OFCE*, n° 193, ce numéro.
- Zucman G., 2025, « L'idée d'une sclérose européenne face à un supposé eldorado américain ne repose pas sur grand-chose », *Le Monde*, 17 décembre, https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/12/17/gabriel-zucman-economiste-l-idee-d-une-sclerose-europeenne-face-a-un-suppose-eldorado-americain-ne-repose-pas-sur-grand-chose_6658284_3232.html